

**Discours de Mme Yaël Braun-Pivet,  
Présidente de l'Assemblée nationale**

**Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires  
des pays du G7**

**Deuxième session : Sécurité énergétique et coopération internationale**

Vendredi 8 septembre 2023 à Tokyo à 14h30

**SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI**

Mesdames et messieurs les présidents, chers collègues,

Notre maison brûle. Cet été, il a fait 53°C dans la Vallée de la Mort et 52 °C dans la province chinoise du Xinjiang. Au Canada, 15,3 millions d'hectares ont été ravagés par les flammes, soit une superficie plus importante que la Grèce. À Hawaï, on a déploré 115 morts et près de 1 000 personnes portées disparues : la ville de Lahaina a été presque rayée de la carte. Le mois de juillet 2023 a été le mois le plus chaud jamais enregistré dans le monde (16,95 °C, soit 0,33 degrés de plus que le record précédent en juillet 2019).

Je souscris donc au vibrant appel du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres : en ces temps d'« ébullition mondiale », « nous devons transformer une année de chaleur ardente en une année d'ambition ardente. [...] Les dirigeants doivent diriger. Assez d'hésitation. Assez d'excuses. Assez d'attente que les autres bougent en premier. »

**Nous n'avons pas le choix** : il est urgent de consentir **des efforts ambitieux pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre**, c'est-à-dire le recours aux énergies fossiles, cause principale de ces catastrophes à répétition.

Ces efforts sont facilités par la coordination de nos actions au sein du G7, **à la pointe des efforts globaux de décarbonation**. Et je tiens à saluer ici la mobilisation de la présidence japonaise du G7, qui a su maintenir un haut degré d'ambition. À Hiroshima, nos gouvernements se sont engagés à **ne plus construire de nouvelles centrales à charbon** : par cette décision forte, le G7 donne l'exemple, face à la Chine et aux pays émergents.

Être un « club champion de la transition énergétique » nous impose aussi **d'accompagner les pays les plus vulnérables**. Le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier, organisé en juin dernier à Paris à l'initiative du Président Macron, s'inscrit dans cette volonté **d'aider ces pays à se décarboner**. Poursuivons dans la dynamique positive qui s'est révélée à Paris ! C'est tout l'objectif de ce qu'en français, nous avons appelé les 4P : le Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète. Au-delà du sigle, il s'agit d'affirmer qu'on ne doit pas avoir à choisir entre lutte contre la pauvreté et lutte pour le climat. Cette question a été centrale durant le Sommet africain pour le climat, qui vient de se tenir à Nairobi, au Kenya, les 4 et 5 septembre derniers, et je me réjouis que l'Afrique se saisisse elle aussi de la question climatique.

Nos engagements, nos efforts de longue date, ont pris un relief nouveau avec **la guerre d'agression russe à l'encontre de l'Ukraine** : celle-ci a marqué une rupture, en déstabilisant grandement les marchés de l'énergie et **en nous poussant à agir vite**. Elle a causé **une crise énergétique inédite dans les pays du G7, comme dans les pays en développement**.

La guerre en Ukraine **a aussi mis en lumière de façon très crue notre dépendance aux énergies fossiles importées.** Elle a montré la nécessité de diversifier nos approvisionnements : le gaz naturel importé de Russie représentait 45 % de la consommation européenne de gaz en 2020 !

Notre dépendance aux énergies fossiles menace notre sécurité énergétique, **mais aussi la poursuite de nos objectifs climatiques.**

Bien sûr, **nos pays du G7 ont des mix énergétiques très différents** : les États-Unis et le Canada sont producteurs de pétrole et de gaz, et ont donc été moins touchés que l'Europe et le Japon. Le mix énergétique de la France est, quant à lui, fortement nucléarisé : c'est un choix politique assumé, depuis les années 1950, et que nous confirmons aujourd'hui.

**Avec des mix énergétiques différents, nous avons heureusement une boussole commune : l'Accord de Paris,** signé en 2015. Il nous impose de décarboner notre énergie pour atteindre rapidement la neutralité carbone et sauver notre planète.

**La crise énergétique que nous traversons doit donc nous servir de catalyseur** : elle nous encourage à accroître le plus rapidement possible la part des énergies décarbonées. Je pense au solaire, à l'éolien, à l'hydroélectricité, à la géothermie, au nucléaire, autant de technologies qui nous permettent de **relever ce double défi de la décarbonation et de la sécurité énergétique.**

**De son côté, l'Union européenne a su apporter une réponse unie** à la crise énergétique pour sécuriser les approvisionnements en gaz naturel de ses États-membres. Elle a su aussi organiser la solidarité interne, par l'interconnexion des réseaux de gaz et d'électricité. Pour accélérer la mutation énergétique de l'Union et le développement d'énergies renouvelables, nous avons élaboré au niveau européen une stratégie de long terme, le plan *REPowerEU* : **l'hydrogène décarboné fabriqué à partir de l'électricité nucléaire** est désormais pris en compte et une nouvelle directive, adoptée en juillet dernier, encourage les États-membres à porter à **42 % la part des énergies vertes dans le mix énergétique européen d'ici 2030**.

Grande puissance commerciale, forte de 440 millions de citoyens, l'Union européenne est aujourd'hui le troisième plus gros consommateur d'énergie au monde (*derrière la Chine, 26 %, et les États-Unis, 16 %*). **Ses 27 États-membres mesurent leurs responsabilités particulières**. L'Union européenne s'est assignée des objectifs très ambitieux, dont la neutralité carbone à l'horizon 2050, à travers des mesures concrètes : passer à la voiture électrique, changer les modes de chauffage, installer massivement des panneaux solaires, développer l'énergie nucléaire... Tout est fait pour remplacer le charbon et mettre un terme aux énergies fossiles.

Dans cette révolution énergétique, **quel est le rôle de nos assemblées ?** Parce que nos choix nous engagent sur plusieurs générations, un **véritable débat public** doit être conduit dans chacun de nos pays, et nos Parlements nationaux doivent y jouer un rôle central.

La France souhaite développer ses capacités de production d'électricité pour répondre à la hausse de la demande, à travers le nucléaire et les énergies renouvelables. L'Assemblée française **a adopté, à de larges majorités, deux lois très importantes** qui visent à accélérer la production d'énergies renouvelables d'une part, et la construction de nouvelles installations nucléaires d'autre part.

Si je comprends les réticences historiques à l'encontre du nucléaire, nous devons rassurer nos concitoyens et renforcer constamment nos exigences de sûreté. C'est ainsi que nous obtiendrons l'acceptabilité du nucléaire en général et des nouveaux réacteurs de petite taille, de type SMR : nous devons, à l'échelle internationale, élaborer des exigences et des standards communs de sûreté pour les pays qui les implanteront. Je me réjouis ainsi que **le Japon ait relancé sa coopération avec la France en matière nucléaire**, afin de remettre en marche les réacteurs existants, de prolonger ceux qui fonctionnent et de développer les réacteurs de nouvelle génération.

Je comprends également les réticences, plus récentes, à **l'implantation d'énergies renouvelables** : éoliennes terrestres et en mer, panneaux photovoltaïques... Pour que ces projets soient acceptables, il faut mettre en œuvre de réelles procédures de consultation de nos concitoyens.

Nous devons écouter la parole du public avec sincérité et en tirer tous les enseignements. C'est l'enjeu de la **future loi de programmation énergie-climat**, que le Parlement français examinera dans les prochains mois.

Le second axe de la politique française consiste à promouvoir **la sobriété énergétique**, qui est l'une des clés pour réduire la demande. C'est le sens de la démarche que j'ai lancée, à l'Assemblée nationale, en mettant en place un plan de sobriété énergétique hivernal, qui a permis de réduire de près de 15 % nos consommations d'énergie. Un plan similaire a été mis en place cet été, pour limiter l'usage des climatiseurs. Les Parlements, qui représentent nos concitoyens, se doivent d'être exemplaires en la matière !

Pour conclure, il me semble que **nous avons tous un horizon commun : la décarbonation.**

Pour atteindre cet objectif, deux conditions se posent à nous : la première, c'est **l'acceptation démocratique et locale des projets**, qui nous engage, nous décideurs publics, à consulter et à écouter la parole de nos concitoyens pour déterminer notre politique énergétique de demain.

La seconde condition est **la coopération et la solidarité internationales**. Cela passe, évidemment, par le développement de l'interconnexion entre nos pays. Mais cela passe aussi et surtout par la **coopération internationale en matière de recherche**, à la fois entre pays de l'OCDE mais aussi avec les pays en voie de développement.

Cette **coopération nous permettra de développer de nouvelles sources d'énergie décarbonées** : je pense aussi bien à la coopération européenne autour d'un **réacteur SMR européen**, ou encore au **projet « Iter »**, qui rassemble en France, non loin d'Aix-en-Provence, pas moins de 35 pays dans un projet de recherche sur la fusion, en vue de pouvoir l'utiliser comme source d'énergie à grande échelle.

Renforcer au maximum notre coopération en matière énergétique, afin d'assurer la sécurité de nos approvisionnements et la réussite de la transition écologique : telle est cette grande responsabilité qui nous incombe, à nous, dirigeants du G7. Nous y travaillons ensemble, et pour les générations futures, je m'en réjouis.

Je vous remercie.